

## **Observation du Collectif Sauvons Châteauvallon**

Dans le cadre de l'enquête publique relative à la modification n°3 du  
PLU d'Ollioules

À l'attention de Madame la Commissaire Enquêtrice

### Résumé introductif

Le présent document a pour objet d'exprimer l'opposition argumentée des riverains et usagers du secteur de Châteauvallon à la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'Ollioules, adoptée par délibération métropolitaine du 26 juin 2025.

Cette modification vise notamment à créer un sous-secteur UDpb dans une zone actuellement classée résidentielle, afin d'y autoriser la construction de bureaux sur plusieurs parcelles situées au chemin privé de Châteauvallon.

Or, l'analyse approfondie du dossier révèle de graves irrégularités de procédure et de fond qui justifient, selon nous, le retrait pur et simple de cette modification.

### **A/ Une tentative de régularisation de travaux illégaux**

Des constructions déjà édifiées — notamment un bâtiment de bureaux et un entrepôt industriel — ont été réalisées avant toute modification du PLU, alors que le zonage en vigueur ne les autorise pas.

Cette modification apparaît ainsi comme une régularisation a posteriori d'actes illégaux, en contradiction avec la jurisprudence du Conseil d'État.

### **B/ Des risques avérés pour la sécurité publique et l'environnement**

Les études existantes (arrêt de la Cour d'appel de 2012, étude BCOEM, documents hydrologiques) démontrent que le site se situe dans une zone inondable et instable.

Les remblais réalisés sans autorisation légale aggravent les risques d'inondation, d'effondrement et de coulée de boue, mettant en danger les habitations amont et aval.

### C/ Une incompatibilité avec le caractère résidentiel et forestier du site

Le secteur de Châteauvallon est aujourd'hui un espace à vocation résidentielle et paysagère, jouxtant une forêt soumise au régime forestier inaliénable.

L'introduction d'activités industrielles ou para-industrielles générant du trafic de camions, du bruit et des pollutions est incompatible avec ce cadre et l'esprit même du PLU actuel.

### D/ Une absence de maîtrise foncière et de cohérence d'aménagement

Le chemin dit de Châteauvallon reste un chemin privé d'exploitation, non classé dans la voirie communale.

Toute opération d'alignement ou de desserte publique y serait juridiquement infondée.

### E/ Une procédure irrégulière et un affichage non conforme

L'avis d'enquête publique a été affiché dans des emplacements inappropriés, parfois hors du périmètre concerné, et en tout état de cause inaccessibles au public, rendant la consultation contraire aux dispositions du Code de l'environnement.

Les riverains concernés n'ont donc pas pu être informés de manière effective.

En conséquence, les soussignés — propriétaires, riverains et usagers du site de Châteauvallon — demandent à Madame la Commissaire Enquêtrice :

- de rejeter la modification n°3 du PLU d'Ollioules,
- et de recommander le maintien du zonage résidentiel et forestier existant, garant d'un aménagement équilibré, sûr et conforme au droit.

EN CES SEPT PAGES,

AU VU DU DOCUMENT CONTESTÉ DU

- « Conseil métropolitain du 26 juin 2025 publié le 04/04/2025

PORTANT MODIFICATION N°3 du PLU, SOUMISE A L'ENQUÊTE PUBLIQUE EN OBJET SUR LA COMMUNE D'OLLIIOULES, en page 4 du compte-rendu de la séance Publique du 26 juin 2025 portant N° d'Ordre : 25/06/161 (document disponible à la mairie),

NOUS, SOUHAITANT QUE CHACUN DES 47 ÉLÉMENTS (47 considérants) CI-DESSOUS SERA PRIS CHACUN SÉPAREMENT, EN CONSIDÉRATION, PAR MADAME LA COMMISSAIRE ENQUÊTRICE POUR ANNULER LA MODIFICATION N°3 DE LA RÉVISION SOUMISE A L'ENQUÊTE EN COURS, DU PLU SUR LA COMMUNE D'OLLIIOULES,

1 CONSIDÉRANT que telle procédure de modification N°3 du PLU d'Ollioules engagée en vue de permettre de :

- Créer un sous-secteur UDpb dans le secteur de Châteauvallon (destiné à la construction de bureaux), dans kes parcelles cadastrées DC 168 (ex DC 114), DC 113, DC 162 (ex DC 106), DC 107, DC 160 (ex DC 97) et DC96, est, comme il est démontré ci-dessous, volontairement insincère,

2 CONSIDÉRANT que l'avis d'enquête publique correspondant est illégal. Il a été « *dissimulé* » ou affiché illégalement, en amont des parcelles concernées, et même à 400 mètres au-delà, au fond du parking dans la forêt soumise. Pour y accéder, il est nécessaire de passer à travers la parcelle privée DB2 (comme on peut s'en rendre compte en consultant le cadastre ou le site public Geoportail). Un second affichage hors panneau, en modèle très réduit (A4), a enfin été installé à la demande de Madame la Commissaire Enquêtrice, un peu plus bas, sur un arrêt de bus en face du 661, mais donc toujours dans la forêt publique et donc toujours en amont des parcelles concernées par ledit projet. Cet avis a été retiré deux jours plus tard de son affichage sauvage. Aucun avis d'enquête n'est donc affiché pendant toute la durée de l'enquête publique, et aucun panneau réglementaire n'a jamais été affiché en aval ou à proximité des parcelles concernées notamment à l'entrée du chemin privé de Châteauvallon, où les riverains passent.

3 CONSIDÉRANT que de nombreux riverains s'opposent à ce projet d'entreprise industrielle avec usage intensif de leur chemin privé, par de nombreux camions transportant des tôles destinées à la construction navale et aux grands yachts de La Ciotat, tôles et échafaudage traités sur place, sans enquête préalable soumise au public, et en en infraction au code de l'environnement.

4 CONSIDÉRANT que le maire d'Ollioules et le propriétaire de Source Sacrée, Monsieur Alain Richaud, président de la SCI des parcelles concernées, ont présenté au Comité d'Intérêt Local ravivé pour l'occasion, un projet d'installation d'une entreprise de travaux sur des tôles de gros bateaux avec leurs échafaudages, et pour ce faire, le réalignement de la route nécessité pour permettre l'accès à aux gros camions de transport des tôles et échafaudage de cette activité. Ils avaient ensemble vanté la discrétion de ces activités industrielles de traitement des échafaudages et des tôles d'acier, en indiquant qu'il n'y aurait que peu de bruit du fait que la totalité des tracteurs-chargeurs qui les déplaceront et les chargeront sur les gros camions, seront électriques ou à gaz.

5 CONSIDÉRANT que le bâtiment de bureaux en objet, est d'ores et déjà édifié avec une hauteur nettement supérieure aux 4 mètres autorisés en déduisant le remblai constitué au-dessous de deux mètres, il est en cours de finition, avant toute autorisation légale au vu du PLU en vigueur, en résidentiel. Ce serait une régularisation illégale.

6 CONSIDÉRANT en conséquence que ce bâtiment de bureaux déjà construit, et l'entrepôt initialement illégal et déjà reconstruit et recouvert sans autorisation, reconstituent ensemble, une zone industrielle, nécessairement illégale au vu du zonage actuel, résidentiel au PLU. Le bâtiment de bureaux permet de donner une apparence légale à la reconstruction du hangar édifié sans autorisation, en ruine et voué à la ruine par les POS antérieurs et PLU actuel en zonage d'habitation. Tel entrepôt industriel resterait dans tous les cas, en infraction au PLU projeté strictement en zonage tertiaire

7 CONSIDÉRANT qu'il s'agit ainsi d'une tentative de régularisation illégale, mais plus gravement encore, de ruse, mensonge et tromperie sur la destination affichée d'activité tertiaire au projet de PLU, puisqu'il s'agit en réalité, de créer un ensemble industriel avec bien des nuisances notamment sonores avec déplacements et de traitements de tôles, sur ces terrains nouvellement acquis, au milieu d'une zone résidentielle actuellement en vigueur au PLU, zonage pour qui avait permis en confiance, l'élévation de nombreuses habitations riveraine. Le maire et le propriétaire, aménageur et exploitant au titre de ses trois sociétés Source Sacrée (propriétaire), Pellari-Ploutos (aménageur) et Sonocar (exploitant en métallurgie) n'ont pourtant jamais caché leurs intentions réelles consultables sur Internet.

8 CONSIDÉRANT que pour un tel projet de création de zone industrielle et les nombreux passages qu'elle implique, de nombreux camions dédiés au transport de tôles et d'échafaudages métalliques objet de l'exploitant bénéficiaires de marchés publics de métallurgie, il est en même temps projeté d'élargir donc le chemin d'accès pourtant privé, dit « chemin de Châteauvallon », élargissement sans lequel le site industriel déguisé en bureaux, ne pourrait pas être exploité. Il s'agit d'un chemin privé et la

commune a déjà acheté ou échangé ici et là, diverses petites bandes de terrain, objet de servitude d'accès uniquement à quelques parcelles de son centre culturel illégal installé dans sa forêt soumise. La commune prétend se servir de ses servitudes illégales sur des propriétés riveraines, pour aligner ce chemin privé, d'exploitation. Le maire allègue ainsi sa fausse « *maitrise foncière* » des lieux.

9 CONSIDÉRANT que cette modification de la voie avait déjà été projetée au profit de la Société « Auxiliaire Métallurgique » qui a cessé son activité, il y a environ 30 ans, abandonnant un hangar et des remblais provoquant divers risques d'instabilité et d'inondations. Le projet avait ainsi été abandonné,

10 CONSIDÉRANT que par conséquent, l'endroit a depuis été classé aux Plan d'Occupation des Sols et PLU, en zonage résidentiel,

11 CONSIDÉRANT qu'en effet, de nombreuses habitation avec permis de construire risquent de se trouver à proximité immédiate de cette zone industrielle.

12 CONSIDÉRANT en conséquence qu'en dépit de ces surprenantes acquisitions nécessairement pour le domaine privé de la commune, ce chemin est toujours un chemin privé, un chemin d'exploitation.

13 CONSIDÉRANT en conséquence, que bien entendu, la commune n'est pas en mesure de présenter une quelconque enquête publique de classement de ce chemin dit de Châteauvallon, d'accès sa forêt soumise, dans la voirie communale.

14 CONSIDÉRANT qu'une partie du chemin projeté pour accéder à l'aire de retournement des camions des entreprise de Monsieur Alain Richaud, Source Sacrée - Pellari-Ploutos - Sonocar (et des autobus), est partie intégrante de la forêt soumise inaliénable et parfaitement inaccessible à quelque passage de camions ou quelques travaux que ce soient.

15 CONSIDÉRANT qu'en effet, le ministre de l'agriculture et de la forêt, et la préfecture du Var, ont échoué à attribuer à la communauté d'Agglomération TPM, une autorisation de défrichement et toute possibilité de travaux dans la forêt soumise au régime forestier inaliénable, au titre de l'arrêt au fond de la Cour Administrative d'Appel de Marseille du 10 mars 2011 (document disponible à la mairie d'Ollioules intimée dans l'affaire),

16 CONSIDÉRANT que cet arrêt rappelle que le décret du 27 janvier 1879 (document disponible à la mairie d'Ollioules) soumettant définitivement au régime forestier la propriété communale de Château-Vallon expropriée « *pour la création de chemins forestiers* », n'est « *ni retiré, ni abrogé* » et ainsi confirmé, continue à s'appliquer de plein droit.

17 CONSIDÉRANT que de plus, la propriété de l'aire de retournement concernée est l'objet d'un Emplacement réservé contesté, au PLU, car il appartient à un riverain qui la revendique actuellement devant le Tribunal Judiciaire de Toulon, ainsi qu'elle apparaît au cadastre (parcelle AC 200, devenue DB2), dans son acte de propriété et dans l'acte de la propriété expropriée ainsi devenue communale. L'audience est fixée depuis un an, au 25 juin 2026.

18 CONSIDÉRANT que ces parcelles acquise par la société Source Sacrée, objet du projet de la modification du PLU, sont concernées par une étude commandée par la commune d'Ollioules au bureau national, le BCOEM créé en application de la loi sur l'eau de 1992 et pointées comme un barrage obturant le vallon, barrage rendant les parcelles amont avec leurs habitations, hautement inondables,

19 CONSIDÉRANT que cette étude indique que la partie amont des parcelles acquise par la société Source Sacrée, constitue la zone de remplissage du barrage fermant le vallon, et rendant lesdites parcelles amont, très rapidement inondables : 3 mètres de hauteur d'eau en 45 minutes (document BCOEM, et expertise judiciaire, disponible à la mairie d'Ollioules).

20 CONSIDÉRANT que le PLU précédent présentait le caractère inondable des parcelles amont, et que pour la pérennité du remblai, cette mention a étonnamment été effacée depuis.

21 CONSIDÉRANT que les propriétaires d'une partie des parcelles, objet de la modification projetée du PLU ont été condamnées par un arrêt au fond N° 2012/341 du 10 septembre 2012 à des travaux de dégagement du barrage (document disponible à la mairie d'Ollioules intimée dans l'affaire).

22 CONSIDÉRANT qu'en effet, cet arrêt au fond stipule dans son dispositif :

**« Par ces motifs : ...**

**Déclare** recevable l'intervention volontaire de la SAS SNTH » (qui a acquis de la SA Auxiliaire Métallurgique, et loué à Pellari-Ploutos, puis aujourd'hui, vendu à la société Source Sacrée)...

**« Condamne** La SCI des Marguerites et la SA Auxiliaire Métallurgique (propriétaires à l'époque, mais aujourd'hui idem leurs successeurs), à rétablir le cheminement de ce talweg tel qu'il figure sur le plan de l'annexe 5 du rapport d'expertise établi par M. Massonnet en réalisant chacune sur son fonds, un fossé à ciel ouvert dont la section devra être de 3 m<sup>2</sup> au minimum, avec une pente de 2%, dont les berges de pente maximale de 2/1 devront être stabilisées par la pose d'un géotextile, et dont la pente sera de 2 cm par mètre depuis le chemin d'exploitation bordant à l'Ouest la parcelle AD 480 jusqu'au pied aval du remblai, le tout conformément à la solution n°2 proposée par l'expert Massonnet en page 21 de son rapport ... »

23 CONSIDÉRANT que la commune d'Ollioules a accordé un certificat de conformité du 28 mars 2023, à ces travaux prescrits par la Cour d'Appel, et largement réalisés (document disponible à la mairie d'Ollioules, son auteur).

24 CONSIDÉRANT qu'au mépris de son propre certificat de conformité de la mairie d'Ollioules intimée, à l'arrêt de la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence précité, les nouveaux propriétaires, dûment informés, c'est à dire la société Source Sacrée dirigée par Monsieur Alain Richaud, et ses aménageurs et exploitants, les Sociétés, Pellari-Ploutos et Sonocar, elles-aussi dirigées par Monsieur Alain Richaud, ont depuis méthodiquement remblayé la toute nouvelle tranchée à ciel ouvert, nouvellement créée trois mois plus tôt, et qui figure dans les documents de demande de permis (document disponible à la mairie d'Ollioules), et réalisé une grande plateforme quadruplant sans autorisation légale, la surface ainsi rehaussée, de l'ancien barrage (lui-même établi sans autorisation), et de nouveau encore rehaussée par le surplomb d'un mur d'environ un mètre, de béton ferrailé (agglo-piscine), augmentant l'efficacité et la dangerosité dudit barrage. Il apparaît ainsi que la commune dirigée par son maire s'expose à des sanctions pénales pour la réalisation de travaux de total remblaiement de ladite tranchée, postérieurement à son propre certificat de conformité, et en infraction avec l'arrêt au fond précité, N° 2012/341 du 10 septembre 2012

25 CONSIDÉRANT que relativement aux remblais qui forment un barrage collinaire protégeant en partie, ses activité des risques de pluies centennales, Monsieur Alain Richaud, président de la société Source Sacrée a ainsi été assigné le 13 août 2025 (acte pris en l'étude Baroso, le 18) en intervention forcée pour les mêmes faits de mise en danger de la vie d'autrui devant la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence chambre 1-5 24/08074, par un propriétaire amont qui avec d'autres déplorent que leurs maisons soient encore plus profondément installées au « fonds de la zone de remplissage » à dire d'expert judiciaire (document disponible à la mairie), zone toujours plus profonde.

26 CONSIDÉRANT aussi qu'en contradiction flagrante avec l'arrêt de la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence précité, un tube « *ridicule* » de 80 centimètres de diamètre est maintenant enterré sous l'ensemble des travaux réalisés chez Source Sacrée et son voisin, LSL Invest (terrain LSL qui lui-même est ainsi redevenu inondable),

27 CONSIDÉRANT que ce tube interdit par la Cour d'Appel, et de surcroît si faiblement formaté est installé sur la considération d'une étude hydrologique intégrée à la demande d'autorisation préalable de travaux des sociétés de Monsieur Alain Richaud (document disponible à la mairie d'Ollioules),

28 CONSIDÉRANT qu'au vu du document hydrologique présenté qui a été réalisé de manière très visiblement complaisante par un nouveau cabinet bien évidemment non validé par la Cour d'Appel, car il a été établi sur la considération des seules eaux de surface de deux propriétés amont (soit neuf

hectares environ) au lieu l'ensemble des surfaces du bassin versant (plus de cent hectares) dont les eaux submergent déjà, et traversent bien évidemment aussi ces deux propriétés amont,

29 CONSIDÉRANT ainsi, que ce document est évidemment un faux volontaire destiné à tromper les analystes des services de l'urbanisme de la commune et de la préfecture, pour se soustraire aux obligations de l'arrêt au fond de la Cour d'Appel d'Aix-en Provence N° 2012/341 du 10 septembre 2012, (l'arrêt n'a jamais été intégré au dossier soumis à la préfecture) et bénéficier alors de larges plate-forme augmentant encore la zone de remplissage, c'est-à-dire les propriétés bâties amont, y compris d'ailleurs, celle de LSL Invest (partenaire dans l'affaire) ou encore la copropriété de huit logements dont il est le promoteur.

30 CONSIDÉRANT que la commune d'Ollioules dirigée par son maire, comme Monsieur Alain Richaud ou toute personne qui leur apporterait quelque concours, dans ces activités illicites, s'exposent à des peines pénales pour avoir modifié et ainsi annulé, en toute connaissance de cause, les travaux de tranchée à ciel ouvert ordonnés par la Cour d'Appel, précités, pourtant objet d'un certificat de conformité décerné par le maire d'Ollioules pour une durée réglementaire de huit ans au moins, garantissant de toute nouvelle intervention. Ce certificat avait d'ailleurs servi à obtenir un jugement de première instance, mais tout de même en appel à ce jour et pour lequel La Société Source Sacrée a été appelée en intervention forcée.

31 CONSIDÉRANT que ces nouveaux propriétaires, la société Source Sacrée dirigée par Monsieur Alain Richaud et les Sociétés d'Aménagements et Exploitantes de métallurgie, Pellari-Ploutos et Sonocar, elles-aussi dirigées par Monsieur Alain Richaud, ont édifié, sur cette nouvelle et dangereuse plate-forme établie sans autorisation légale, un nouveau rehaussement sans autorisation légale, sur cette première décharge déjà réalisée sans autorisation légale, et non conforme au PLU,

32 CONSIDÉRANT que cette plate-forme nécessaire à son activité industrielle de transformation et manipulation de tôles d'acier et d'échaffaudage, sera extrêmement bruyante malgré ses chariots électriques et à gaz allégués,

33 CONSIDÉRANT que cette plate-forme est maintenue par de simples murs dits cyclopéens (grosses pierres), d'une hauteur de quinze mètres, sans aucune confortation interne.

34 CONSIDÉRANT qu'ainsi, son risque d'effondrement est d'autant important du fait qu'il ne contient que des remblais de terre.

35 CONSIDÉRANT que par un important afflux d'eau, cet effondrement pourrait constituer une vague de boue destructrice, se déversant en aval à commencer par les installations inférieures de la zone industrielle elle-même.



36 CONSIDÉRANT que la surface totale de la tranchée à ciel ouvert, avec ses berges, doit être déduite des parcelles qu'elle traverse et inscrite en servitude publique de passage imposée par la loi, des eaux du bassin versant, et classée comme telle et ainsi en fenêtre totalement inconstructible dans le zonage du PLU.

37 CONSIDÉRANT que la hauteur des constructions sur l'ensemble des surfaces remblayées sans autorisation légale devra être prise en compte dans le calcul des hauteurs de bâtiments autorisés dans la zone, leur somme ne devant pas excéder la hauteur autorisée de quatre mètres, ce qui n'est pas le cas des constructions illégales sur la zone.

38 CONSIDÉRANT encore que, sans aucune étude géologique préalable, ni nécessaires confortements préalables, des travaux au - brise-roche hydraulique -, machine qui réglementairement nécessitent obligatoirement telle étude, ont d'ores et déjà été réalisés, pour élargir l'esplanade inférieure, sur le côté et à l'arrière de l'entrepôt, directement dans la paroi de l'ancienne carrière acquise par la société Source Sacrée, déstabilisant nécessairement les terrains supérieurs au point de faire chuter de nombreuses pierres, voire entièrement déstabiliser des maisons d'habitation existantes au-dessus de la paroi.

39 CONSIDÉRANT que de l'implantation de cette zone industrielle, et particulièrement au vu de la reconstruction de l'entrepôt illégal et en ruine d'environ 2000 mètres carrés, y compris sa couverture et la totalité de ses murs, sans autorisation légale de régularisation d'ailleurs impossible, car en contradiction avec les PLU en vigueur et ici projetés, aucun acteur administratif ne peut ignorer qu'il s'agit d'une grossière dissimulation d'apparente régularisation en une zone tertiaire parfaitement insincère, de bureaux, d'autant qu'il s'agit d'une zone industrielle.

40 CONSIDÉRANT que cette zone avec son entrepôt industriel illégal reconstruit et réhabilité en entrepôt industriel illégal, sont de fait ouvertement présentés par Monsieur Richaud pour une activité industrielle de traitement de tôles et de stockage d'échafaudage métalliques (activité de métallurgie de Sonocar), et aucunement de bureau. Le bureau illégal n'en est que l'accessoire.

41 CONSIDÉRANT que cette zone tertiaire alléguée est parfaitement mensongère au vu de l'entrepôt, et que les bureaux déjà construits au mépris du PLU en vigueur ne constituent donc qu'un complément nécessaire à l'activité industrielle projetée.

42 CONSIDÉRANT que cette zone faussement tertiaire est de surcroît, située dans une zone d'instabilité géologique de gouffre (en doline) et de chute de pierre, c'est précisément l'objet du traitement graphique en points bleus au PLU, et qu'elle est déjà frauduleusement considérée en zone constructible en habitat, ici encore sans aucune étude géologique préalable.

43 CONSIDÉRANT qu'aucuns travaux de confortement de la paroi de la carrière n'ont été ni réalisés ni projetés, alors même que diverses chutes de pierre ont déjà eu lieu en l'absence de personnel. (Néanmoins, il y a eu un carrier mort en 1967).

44 CONSIDÉRANT qu'une autre zone d'instabilité géologique en doline d'effondrement, est recouverte par le même barrage, qu'elle figurait aux anciens POS, et a curieusement effacée sans étude géologique préalable, pour attribuer un permis de construire à la société LSL Invest, voisin Ouest de Source Sacrée. Le sol bénéficiaire de cette autorisation situé sur le barrage, est précisément sur le lieu de la résurgence de la rivière intermittente dite le Forgentier qui alimentait la marre d'abreuvement à moutons, colmatée donc, à cet endroit par les remblais conjoints du barrage (documents des anciens POS disponibles à la mairie d'Ollioules, son auteur),

45 CONSIDÉRANT enfin, que ce chantier de métallurgie industrielle de tôles, nécessitera comme le démontre l'autre implantation de la même société Sonocar, à Six-Fours, de très nombreux passages de camions sur le chemin privé dit de Châteauvallon sur lequel la commune n'a rigoureusement aucun droit public pour infliger de telles nuisances à ses riverains.

46 CONSIDÉRANT en conséquence, et en résumé, que le projet est un projet de régularisation de travaux illicite d'une vraie zone industrielle avec la reconstruction d'un vaste entrepôt industriel, réalisés préalablement à ce projet de régularisation illégale au PLU, présenté de manière mensongère en zone de bureaux, qui ne reflète pas la réalité et que ce soit : avec le rebouchage de la tranchée à ciel ouvert, en contradiction avec l'arrêt d'appel précité et son certificat de conformité du maire, l'édification de gigantesques plateformes adossées sans confortation intérieure, à des murs de 15 mètres de haut, sans autorisation légale, ou la réhabilitation de la ruine d'entrepôt illégale donc, et son activité industrielle bruyante et intense, tout ceci préalablement à la modification projetée n°3 du PLU, en contradiction et rejetée la jurisprudence du Conseil d'Etat en régularisation de travaux illicites préalables par une modification du PLU, et, avec les fortes nuisances sonores des tôles déplacées et encore le passage quotidien de nombreux camions, et ainsi, par conséquent, le réalignement illicite de la voie privée aux frais du contribuable, réalignement nécessité par la réalisation du projet,

47 ET CONSIDÉRANT par ailleurs, qu'un recours contentieux en suppression des emplacements réservés illégaux n° 15, 30 et 33, concernant les voies ici concernées par la zone industrielle en objet, est actuellement en cours d'instruction par le Tribunal Administratif de Toulon.

LES SOUSSIGNÉS, PROPRIETAIRES, RIVERAINS DU CHEMIN PRIVÉ ET AUTRES USAGERS DU SITE, DEMANDENT :

- L'ANNULATION DÉFINITIVE DU PROJET DE MODIFICATION DU ZONAGE DU PLU EN ZONAGE TERTIAIRE, DANS LES PARCELLES D'HABITATIONS RÉCEMMENT ACQUISES PAR LA SOCIÉTÉ SOURCE SACRÉE (POUR UNE ACTIVITÉ DE STOCKAGE ET DE TRAITEMENT DE TÔLES DE SES SOCIÉTÉS PELLARI-POUTOS ET SONOCAR)

ET

- L'ABANDON DE LA PROCÉDURE D'ALIGNEMENT ILLÉGALE DU CHEMIN PRIVÉ DIT DE CHÂTEAUVALLON Y CONDUISANT NOTAMMENT.

LES SIGNATAIRES :

PRÉNOM, NOM, ADRESSE POSTALE, SIGNATURE

Dominique BERNECKER  
80 rue amiral Cellier residence le cabestan - apt B18  
83200 Toulon

